



# **SORTIR DE LA RUE : LE SANS-ABRISME CHEZ LES PERSONNES TRANS DANS L'UE**

**POLICY BRIEF**





## **Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Partage dans les mêmes conditions 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0)**

Cette licence vous autorise à remixer, distribuer, adapter, traduire et créer à partir du matériel par tous moyens et sous tous formats, hors usage commercial et à condition de créditer le créateur. Si vous remixez, adaptez ou créez à partir du matériel, vous devez appliquer une licence avec les mêmes éléments de licence.

## **Sortir de la rue : le sans-abrisme chez les personnes trans dans l'UE**

**Publié en décembre 2021**

**Traduction française par Maxence Tisseraud**

TGEU est une organisation qui œuvre à améliorer les droits et le bien-être des personnes trans en Europe et en Asie centrale. Créée en 2005, TGEU s'élève comme une voix légitime pour la communauté trans d'Europe et d'Asie centrale. TGEU compte actuellement 170 organisations membres dans 47 pays. [tgeu.org](https://tgeu.org)



Ce document a été financé par le Programme Droit, Égalité et Citoyenneté de l'Union européenne (2014-2020). Ses contenus sont de la seule responsabilité de TGEU et ne reflètent en aucun cas les opinions de la Commission européenne.

## Table des matières

Résumé.....	4
Quelle est la situation des personnes trans sans-abri dans l'UE ?.....	6
Quels sont les cadres de travail et programmes régionaux en place en Europe pour lutter contre le sans-abrisme ? .....	14
Quelles sont les organisations communautaires engagées auprès des personnes trans sans-abri et quelle est leur action ? .....	18
Comment aider les personnes trans sans-abri ? .....	22
Recommandations politiques pour lutter contre le sans-abrisme chez les personnes trans .....	27
Conclusion.....	30

## Résumé

Nombreuses sont les personnes trans et non conformes dans le genre qui ont déjà été sans-abri, ont dormi dehors ou rencontré des difficultés à accéder à un logement permanent, à un moment de leur vie. Cette situation est due à un ensemble de facteurs directs et indirects, et notamment au fait que les personnes trans, en particulier les jeunes, sont particulièrement susceptibles d'être rejetées par leur famille et chassées de chez elles. Par ailleurs, les personnes trans rencontrent des difficultés à accéder au logement : un cinquième (21 %) des personnes trans interrogées lors de l'enquête sur les personnes LGBTI de la FRA (2019) rapportent avoir été victimes de discrimination au logement dans les 12 mois ayant précédé l'enquête.

C'est la discrimination structurelle qui, en empêchant les personnes trans d'accéder à l'éducation et à un emploi stable, les entraîne dans une spirale de pauvreté, de sans-abrisme et de violences, dont il est difficile de sortir. Les personnes trans qui se retrouvent sans-abri sont susceptibles d'être victimes de nouvelles violences et atteintes à leurs droits humains et de rencontrer des difficultés à accéder à la santé, l'éducation et l'emploi, alors même que cela leur donnerait une chance de sortir de cette spirale.

Les personnes trans subissant discrimination et marginalisation en raison de l'intersection de plusieurs dimensions de leur identité, telles que les personnes trans travailleuses du sexe, les jeunes et les personnes non-blanches, sont encore plus susceptibles de se retrouver sans-abri et de rencontrer des difficultés à accéder à un logement permanent, ce qui alimente encore la spirale de violence, pauvreté et sans-abrisme. En effet, 40 % des personnes ayant été sans-abri se définissent également comme appartenant à une « minorité ethnique (ou issues de l'immigration) » selon l'enquête 2019 de la FRA. La pandémie de COVID n'a fait qu'exacerber les difficultés rencontrées par les personnes trans, en dégradant leur situation socio-économique et avec elle, leur capacité à louer un logement ou à le conserver<sup>1</sup>.

Malgré sa prévalence, le sans-abrisme chez les personnes trans ne fait l'objet que d'un nombre largement insuffisant de recherches et les besoins des personnes trans vulnérables ne sont généralement pas pris en compte par les hébergements d'urgence et les programmes de logement conventionnels. Les organisations et centres d'accueil

---

<sup>1</sup> Boglarka Fedorko, Anwar Ogrm et Sanjar Kurmanov (2021) *Impact assessment: COVID-19 and trans people in Europe and Central Asia*. TGEU. p. 5 <https://tgeu.org/wp-content/uploads/2021/01/impact-assessment-covid19-and-trans-people-in-europe-and-central-asia.pdf> ; Dodo Karsay (2021) *Trans Poverty Report*. TGEU

de la communauté trans en revanche sont le point de contact privilégié des personnes trans en difficulté. Ces organisations ont besoin du soutien et de l'engagement des pouvoirs publics pour disposer des ressources nécessaires à leur fonctionnement et pour assurer des services de suivi.

Cette note de synthèse a pour objectif de sensibiliser le grand public, les organisations de défense des personnes trans et les autres parties prenantes travaillant à l'échelle nationale, régionale et de l'UE à la situation actuelle des personnes trans en matière de sans-abrisme en Europe. Elle décrit la réalité des personnes trans sans-abri, les raisons pour lesquelles les personnes trans sont touchées par la pauvreté et le sans-abrisme, ainsi que les conséquences de la crise du COVID ; elle présente ensuite les différentes organisations qui luttent contre le sans-abrisme chez les personnes trans et leur travail ; elle identifie en outre les besoins de la communauté et les solutions possibles ; et enfin elle établit des recommandations politiques.

## Quelle est la situation des personnes trans sans-abri dans l'UE ?

### Qui sont les personnes sans-abri et pourquoi les personnes trans sont-elles à risque ?

De nombreuses personnes trans en Europe ont déjà été sans-abri, ce qui recouvre le fait de dormir dehors ou dans un lieu public, de passer la nuit dans un hébergement d'urgence ou de se faire héberger par des proches ou de la famille. Le sans-abrisme chez les personnes trans est à la fois la cause et la conséquence de nombreux facteurs interconnectés.

Les personnes trans subissent d'importantes discriminations structurelles et institutionnelles qui les empêchent d'accéder à l'éducation et à un emploi stable, ce qui augmente le risque de tomber dans la pauvreté et de se retrouver sans-abri<sup>2</sup>. Les personnes sans-abri accèdent difficilement à des soins médicaux adéquats et sont souvent en mauvaise santé. En Europe, on estime que les personnes sans-abri meurent en moyenne 30 ans plus jeunes que le reste de la population<sup>3</sup>. Au vu des statistiques sur les violences subies par les personnes trans et des difficultés qu'elles rencontrent pour accéder à la santé, tout laisse à penser que ce chiffre est encore plus élevé pour les personnes trans ; mais on manque de données spécifiques à ce sujet. Les personnes trans sans-abri n'ont souvent pas accès à un suivi médical régulier ni aux soins d'urgence, elles sont donc plus susceptibles d'être en mauvaise santé physique et mentale et de perdre en qualité de vie. Sans la sécurité d'un foyer, il est ainsi difficile d'accéder à l'éducation, l'emploi et la santé et les personnes trans peuvent très vite tomber dans une spirale de pauvreté et de sans-abrisme.

Parmi les communautés trans, les personnes les plus touchées par la discrimination structurelle et l'exclusion des emplois stables et officiels, telles que les personnes migrantes avec ou sans papiers, les jeunes et les personnes non-blanches, sont plus susceptibles de se rabattre sur des activités informelles ou illégales pour survivre, notamment le travail du sexe. En raison du caractère informel ou illégal de ces activités, les personnes trans issues de ces communautés sont plus susceptibles

---

<sup>2</sup> OHCHR (2015) *Mettre fin à la violence et à la discrimination à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes*  
[https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Discrimination/Joint\\_LGBTI\\_Statement\\_FR.PDF](https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Discrimination/Joint_LGBTI_Statement_FR.PDF)

<sup>3</sup> FEANTSA Youth, ILGA-Europe & True Colors United en collaboration avec le Centre européen de la jeunesse du Conseil de l'Europe (2019) *Building Bridges: How the LGBTIQ & Homeless Sector Can Work Together*. p. 13

d'être prises dans un cercle vicieux de violences, de précarité, de pauvreté et d'instabilité en matière de logement.

L'enquête sur les personnes LGBTI de l'Agence des droits fondamentaux (FRA) de 2019 apporte de précieux renseignements sur la situation des personnes trans en matière d'accès (ou non) au logement, permettant d'orienter les solutions politiques destinées à leur venir en aide. Ces données confirment ce que les organismes observent sur le terrain.

## Que savons-nous de la situation des personnes trans en matière d'accès au logement et de sans-abrisme ?

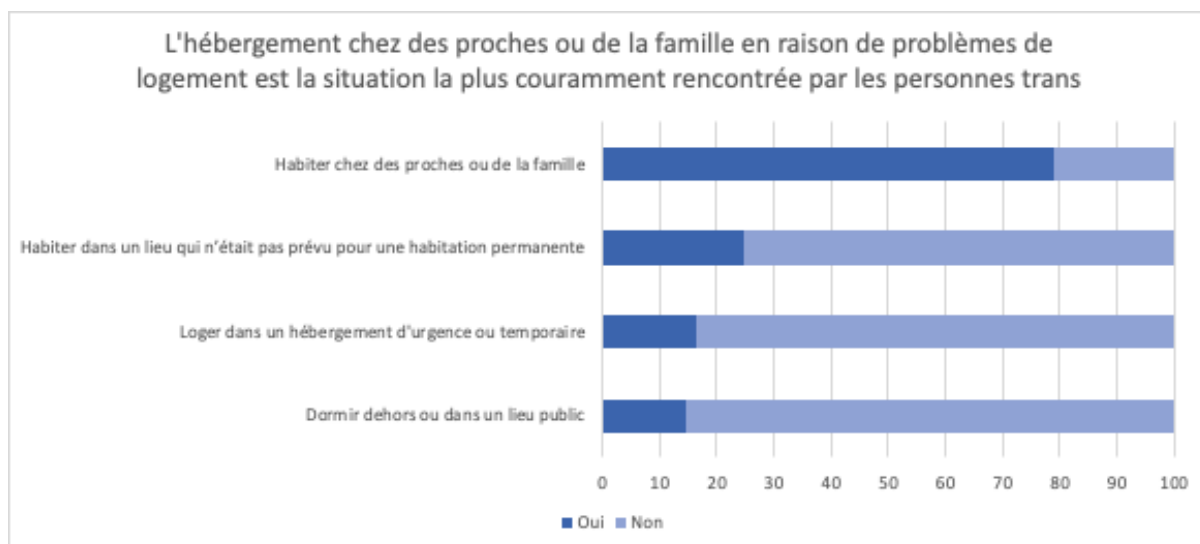
- 1. Un quart des personnes trans dit avoir déjà été sans-abri ou eu des problèmes de logement, notamment avoir dormi dehors, chez des proches ou dans un refuge. Ce chiffre est plus élevé que chez les personnes LGB.*

Un quart (25 %) des personnes trans interrogées dans l'enquête 2019 sur les personnes LGBTI de l'Agence des droits fondamentaux indiquent avoir été sans-abri ou eu des problèmes de logement au moins une fois dans leur vie ; ce chiffre est légèrement plus élevé chez les femmes trans (26 %)<sup>4</sup>. Parmi les personnes trans ayant eu des difficultés de logement, 79 % ont habité chez des proches ou de la famille, 25 % ont habité dans un lieu qui n'était pas prévu pour une habitation permanente, 16 % ont eu recours à un hébergement d'urgence ou temporaire et 15 % ont dormi dehors ou dans un lieu public. Il est donc primordial de prendre en compte toutes les formes de sans-abrisme, y compris les moins visibles.

En moyenne, 3 % des personnes trans de l'UE disent avoir dormi dehors ou dans un lieu public au moins une fois dans leur vie, comparé à 2 % des personnes LGB.

---

<sup>4</sup> Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2020) *A long way to go for LGBTI equality* <https://fra.europa.eu/en/publication/2020/eu-lgbti-survey-results>



Réponses à la question : Avez-vous déjà vécu l'un des problèmes de logement suivant ?

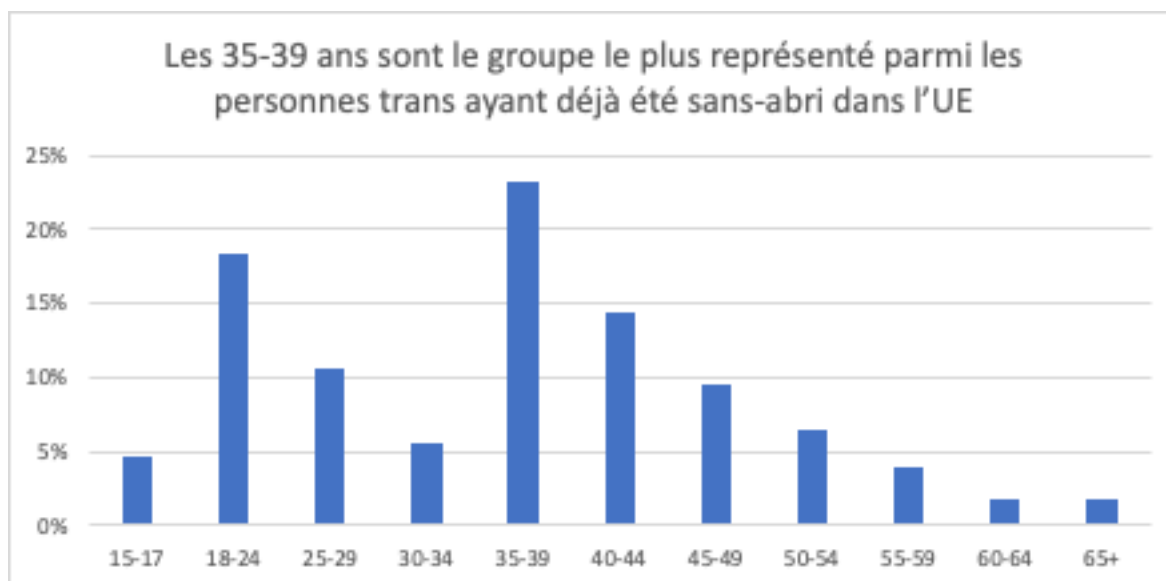
Source : Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2019) A long way to go for LGBTI equality

*2. Le pourcentage est plus élevé chez les jeunes, les personnes issues de l'immigration ou de minorités ethniques et les personnes en situation de handicap.*

Parmi l'ensemble des personnes trans ayant déjà eu des problèmes de logement, 23 % ont entre 35 et 39 ans, la classe d'âge la plus représentée. Vient ensuite le groupe des 18-24 ans (18 % de l'ensemble des personnes trans ayant déjà eu des problèmes de logement), ce qui montre bien l'importance du sans-abrisme chez les jeunes personnes trans. Le fait que 5 % de l'ensemble des personnes trans sans-abri aient entre 15 et 17 ans est particulièrement préoccupant. Les jeunes sont plus susceptibles d'être victimes d'exploitation, de subir des traumatismes et de tomber dans une spirale qui les maintient dans la rue<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> FEANTSA Youth, ILGA-Europe & True Colors United en collaboration avec le Centre européen de la jeunesse du Conseil de l'Europe (2019) *Building Bridges: How the LGBTIQ & Homeless Sector Can Work Together*. p. 18





Source : Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2019) A long way to go for LGBTI equality

Au sein de leur groupe d'âge, plus d'un tiers (35 %) des 30-34 ans ont déjà eu des problèmes de logement, de même que 34 % des 35-39 ans et 34 % des 25-29 ans. Ces trois groupes sont au-dessus de la moyenne des personnes trans à travers l'UE située à 25 %. Chez les personnes trans de 15 à 17 ans, 11 % ont déjà été sans-abri. Parmi les personnes trans interrogées, 40 % de celles qui se définissent comme ayant un handicap ont également rencontré l'un des problèmes de logement mentionnés. Le pourcentage est le même parmi les personnes interrogées issues de l'immigration ou de minorités ethniques : 40 % disent avoir eu des problèmes de logement au moins une fois dans leur vie.

Ces tendances correspondent aux observations des organisations d'aide aux personnes trans sans-abri sur le terrain. Par exemple, Trans United Europe, un réseau d'activistes et d'ONG trans non-blanches en Europe (voir la section 3 ci-dessous pour de plus amples informations), a constaté que parmi les personnes trans, celles issues de l'immigration étaient significativement plus susceptibles de se retrouver sans-abri<sup>6</sup>. Selon TUE, les raisons en reviennent au manque de soutien familial, à cause de l'éloignement ou du rejet familial ; aux difficultés à intégrer le marché du travail ; et au risque accru de pauvreté. Près de la moitié des organisations d'aide aux personnes trans sans-abri ayant répondu à l'enquête menée par ILGA Europe, True Colors

<sup>6</sup> Entretien avec Dinah de Riquet-Bons de Trans United Europe. EPATH Conference, 12 août 2021, *Round table 6: On the rough - taking on trans homelessness in Europe*

United et le Silberman Center for Sexuality and Gender disent compter des personnes LGBTI migrantes, immigrées et réfugiées parmi leurs bénéficiaires<sup>7</sup>.

Ces données démontrent l'importance d'une approche intersectionnelle du sans-abrisme chez les personnes trans. Les systèmes d'oppression (fondés sur le genre, la race, la situation de handicap, la classe sociale, etc.) créent des dynamiques uniques et peuvent se renforcer mutuellement. Toutes les formes d'inégalités doivent donc être analysées et prises en compte en même temps. Comme énoncé précédemment, une personne trans ayant un handicap ou issue de l'immigration est plus susceptible de se retrouver sans-abri qu'une personne trans qui n'a pas ces vécus. S'employer à améliorer uniquement l'accès des personnes trans à un logement stable, sans prendre en compte les autres dimensions comme la situation de handicap, la race, le statut socio-économique et le statut migratoire, pourrait accidentellement renforcer les inégalités parmi les personnes trans.

3. *La plupart des personnes trans se retrouvent sans-abri à la suite de problèmes financiers ou de difficultés au sein du couple ou de la famille. Chez les jeunes, les conflits familiaux sont la première cause de sans-abrisme.*

Les principales causes des problèmes de logement chez les personnes trans, tous âges confondus, sont d'abord les problèmes financiers ou les faibles revenus (48 % des personnes ayant eu des problèmes de logement) et ensuite les difficultés au sein du couple ou de la famille (39 %). Chez les 15-17 ans, les difficultés au sein du couple ou de la famille constituent la principale cause (61 % des personnes ayant eu des problèmes de logement) ; chez les 18-24 ans, ce pourcentage est de 48 %. La FEANTSA cite également les « conflits familiaux liés à l'identité » comme la principale raison pour laquelle les jeunes LGBTIQ se retrouvent sans-abri, suivis par le manque de soutien institutionnel<sup>8</sup>. De nombreuses personnes trans, en particulier chez les jeunes, font face à l'intolérance et à la maltraitance de membres de leur famille qui les empêchent d'exprimer leur identité de genre, jusqu'à être parfois chassées du domicile familial ou le quitter, dans l'espoir de trouver un environnement plus accueillant. Trans United Europe rapporte également que la rupture familiale et

---

<sup>7</sup> Shelton, J., Stakelum, R. & Dodd, S.J. (2020). *LGBTIQ Youth Homelessness in Europe: Findings from a Survey of FEANTSA Membership Organisations*. FEANTSA, True Colors United, and the Silberman Center for Sexuality and Gender at Hunter College. p. 10

<https://www.ilga-europe.org/sites/default/files/Perceptions%20-%20ILGA%20Europe%20Compressed.pdf>

<sup>8</sup> Ibid. p. 13

l'exclusion sociale sont les principaux facteurs significatifs dans les situations de crise liées au logement chez les personnes trans<sup>9</sup>.

4. *En plus de ces difficultés, les personnes trans sont systématiquement discriminées et exclues d'un marché du logement déjà particulièrement tendu*<sup>10</sup>.

Parmi les personnes trans interrogées, 21 % disent avoir été victimes de discrimination au cours des 12 mois précédents lorsqu'elles cherchaient à acheter ou louer un logement, ce qui est plus que chez les personnes LGB (15 %). Cette part est significativement plus élevée chez les femmes trans (31 %) et les personnes trans sans emploi (40 %). La discrimination au logement des personnes trans sans emploi est particulièrement significative, si l'on considère que 51 % seulement des personnes trans disent exercer une activité professionnelle rémunérée, comparé à 74 % de la population générale<sup>11</sup>. Ces chiffres sont probablement en dessous de la réalité, car l'enquête FRA a été menée en ligne, ce qui biaise quelque peu ses résultats, étant donné que les personnes ayant accès à internet sont susceptibles d'avoir une situation socio-économique plus privilégiée.

Ces discriminations s'ajoutent aux difficultés croissantes rencontrées par l'ensemble de la population pour accéder au logement dans les grandes villes européennes, à cause de la hausse des prix et de la réduction de l'offre de logements nourries par une flambée de la spéculation immobilière et une course au profit capitaliste. La moitié des personnes trans, qui déclare vivre en ville, est donc concernée<sup>12</sup>.

En ce qui concerne les hébergements d'urgence, le problème n'est pas toujours l'absence de places disponibles : il arrive que les refuges empêchent les personnes trans d'accéder aux installations non mixtes et par ailleurs, les personnes trans elles-mêmes peuvent ne pas s'y sentir en sécurité et les trouver plus dangereux que la rue, à cause du harcèlement et des agressions qu'elles peuvent subir de la part des autres bénéficiaires ou du personnel.

---

<sup>9</sup> Entretien avec Dinah de Riquet-Bons de Trans United Europe. EPATH Conference, 12 août 2021, *Round table 6: On the rough – taking on trans homelessness in Europe*

<sup>10</sup> Boglárka Fedorkó (2016) Sex Work Policy. TGEU. p. 2 [https://tgeu.org/wp-content/uploads/2016/11/TGEU\\_SexWorkPolicy\\_en.pdf](https://tgeu.org/wp-content/uploads/2016/11/TGEU_SexWorkPolicy_en.pdf)

<sup>11</sup> Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2020) *A long way to go for LGBTI equality* <https://fra.europa.eu/en/publication/2020/eu-lgbti-survey-results>; Eurostat (2021) Données sur l'emploi en Europe, [https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/lfsi\\_emp\\_a\\_h/default/table?lang=fr](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/lfsi_emp_a_h/default/table?lang=fr)

<sup>12</sup> Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2014) *Being Trans in the EU* p. 124 [https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2014-being-trans-eu-comparative-0\\_en.pdf](https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2014-being-trans-eu-comparative-0_en.pdf)

La privation de logement a également un effet sur l'accès aux soins de santé essentiels, en particulier à la santé sexuelle. L'absence de logement stable constitue notamment un obstacle majeur dans l'accès à un traitement régulier et suivi pour les personnes vivant avec le VIH ou atteintes d'un autre problème de santé<sup>13</sup>. Les violences ont également un impact significatif sur le sans-abrisme. Des études estiment en effet que 70 à 90 % des femmes sans-abri ont subi des violences de genre alors qu'elles étaient sans-abri ou avant de l'être<sup>14</sup>.

Pour une réflexion plus poussée sur les spirales qui entraînent de nombreuses personnes trans dans la pauvreté et la rue et sur les facteurs interdépendants qui affectent l'accès des personnes trans au marché du travail et du logement, vous pouvez consulter d'autres ressources telles que le rapport 2017 de TGEU « The vicious cycle of violence: Trans and gender-diverse people, migration, and sex work »<sup>15</sup> et le rapport 2021 de TGEU Trans Poverty Report<sup>16</sup>.

## Quel a été l'impact du COVID?

La crise mondiale du COVID-19 qui a atteint l'Europe début 2020 a été dévastatrice pour la communauté trans, en particulier en ce qui concerne le sans-abrisme chez les personnes trans<sup>17</sup>. La crise a révélé les failles déjà présentes dans le système et exacerbé les inégalités structurelles qui excluent les personnes trans, en particulier les femmes trans, les personnes trans non-blanches, travailleuses du sexe, migrantes, Sourdes et malentendantes et en situation de handicap.

Les organisations d'aide aux personnes trans sur le terrain ont observé l'impact considérable de cette crise sur l'accès des personnes trans à l'emploi et au logement<sup>18</sup>. L'étude 2020 de TGEU sur l'impact du COVID a également montré que

---

<sup>13</sup> Alliance européenne de Santé publique EPHA (2016) *Homelessness and Poor Health: it's Time to Break the Link* <https://epha.org/homelessness-and-poor-health-its-time-to-break-the-link/>

<sup>14</sup> FEANTSA Youth, ILGA-Europe & True Colors United en collaboration avec le Centre européen de la jeunesse du Conseil de l'Europe (2019) *Building Bridges: How the LGBTIQ & Homeless Sector Can Work Together* p. 12

<sup>15</sup> Boglarka Fedorko et Lukas Berredo (2017) *The vicious circle of violence: trans and gender-diverse people, migration, and sex work*. TGEU. <https://transrespect.org/wp-content/uploads/2018/01/TvT-PS-Vol16-2017.pdf>

<sup>16</sup> Dodo Karsay (2021) *Trans Poverty Report*. TGEU

<sup>17</sup> Boglarka Fedorko, Anwar Ogrm et Sanjar Kurmanov (2021) *Impact assessment: COVID-19 and trans people in Europe and Central Asia*. TGEU. p. 17 <https://tgeu.org/wp-content/uploads/2021/01/impact-assessment-covid19-and-trans-people-in-europe-and-central-asia.pdf> ; Entretien avec Dinah de Riquet-Bons de Trans United Europe. EPATH Conference, 12 août 2021, *Round table 6: On the rough – taking on trans homelessness in Europe*

<sup>18</sup> Entretien avec Dinah de Riquet-Bons de Trans United Europe. EPATH Conference, 12 août 2021, *Round table 6: On the rough – taking on trans homelessness in Europe*

de nombreuses personnes trans ont été confinées dans des environnements familiaux maltraitants et intolérants et que beaucoup en sont parties pour se protéger<sup>19</sup>.

## Travail du sexe, COVID et sans-abrisme

Beaucoup de personnes trans qui travaillaient dans des secteurs précaires ou informels à l'aube de la pandémie, notamment le travail du sexe, se sont vues privées d'accès à un revenu du jour au lendemain et gravement menacées de se retrouver sans-abri<sup>20</sup>. Beaucoup ont ensuite perdu leur logement et ont été privées d'accès à la santé. L'évaluation rapide d'ILGA Europe a montré l'impact de la crise sur les personnes trans travailleuses du sexe en Géorgie, en Macédoine du Nord, au Monténégro, aux Pays-Bas, au Tadjikistan et en Turquie. La majorité des personnes trans travailleuses du sexe n'ont pas pu travailler et ont donc perdu leur revenu et leur logement. Alors que les opportunités de travail étaient fortement réduites, les violences contre les personnes trans travailleuses du sexe ont continué à se propager : en 2021, 58 % des personnes trans assassinées dans le monde dont on connaît la profession étaient travailleuses du sexe, ce qui représente seulement une légère baisse par rapport à 2020 (62 %) <sup>21</sup>. Celles qui pouvaient travailler ont dû choisir entre se protéger du virus ou gagner de quoi vivre. Aux Pays-Bas par exemple, les personnes travailleuses du sexe n'avaient pas accès aux aides de l'État. En Allemagne, l'accès aux programmes d'aide était très limité pour les personnes trans travailleuses du sexe et les formulaires de demande d'aide comportaient seulement deux options de marqueur de genre, ce qui compliquait les démarches pour les personnes ayant un marqueur de genre non-binaire qui souhaitaient en bénéficier<sup>22</sup>.

---

<sup>19</sup> Boglarka Fedorko, Anwar Ogrm et Sanjar Kurmanov (2021) *Impact assessment: COVID-19 and trans people in Europe and Central Asia*. TGEU. p. 7 <https://tgeu.org/wp-content/uploads/2021/01/impact-assessment-covid19-and-trans-people-in-europe-and-central-asia.pdf>

<sup>20</sup> Ibid. p. 17

<sup>21</sup> Trans Murder Monitoring update 2020 et 2021 <https://transrespect.org/en/tmm-update-tdor-2020/>; <https://transrespect.org/en/tmm-update-tdor-2021/>

<sup>22</sup> ILGA Europe (2020) *COVID-19 impacts on LGBTI communities in Europe and Central Asia: A rapid assessment report* p. 8 <https://www.ilga-europe.org/sites/default/files/covid19-lgbti-assessment-2020.pdf>

## Quels sont les cadres de travail et programmes régionaux en place en Europe pour lutter contre le sans-abrisme ?

La section suivante présente les cadres de travail en matière de droits humains, les initiatives et les outils dans l'UE et à l'échelle européenne qui participent à sortir les personnes trans sans-abri de la rue et à les aider à retrouver un logement.

### Le Socle européen des droits sociaux (UE)<sup>23</sup>

Le Socle européen des droits sociaux est une initiative de la Commission européenne lancée en 2017 qui a pour objectif de promouvoir les droits sociaux avec la collaboration et la responsabilité partagée des institutions de l'UE, des États membres, de la société civile et des acteurs et partenaires sociaux<sup>24</sup>.

Le logement et l'aide aux sans-abri constituent le 19<sup>e</sup> pilier du Socle européen des droits sociaux qui comprend notamment, outre l'accès à un logement de qualité, la protection des personnes vulnérables contre les expulsions et des services adéquats en faveur de l'inclusion sociale<sup>25</sup>.

### La plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme<sup>26</sup> (UE)

La plateforme a été lancée en juin 2021 avec pour objectif de « susciter le dialogue, de faciliter l'apprentissage mutuel, d'améliorer la collecte des données factuelles et le suivi, et de renforcer la coopération entre tous les acteurs qui tentent de lutter contre le sans-abrisme ».

---

<sup>23</sup> Commission européenne (2021) *Socle européen des droits sociaux* [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/economy-works-people/jobs-growth-and-investment/european-pillar-social-rights\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/economy-works-people/jobs-growth-and-investment/european-pillar-social-rights_fr)

<sup>24</sup> EPR (2017) *European Pillar of Social Rights* <https://www.epr.eu/what-we-do/policy-analysis/european-pillar-of-social-rights/>

<sup>25</sup> Commission européenne (2019) *Socle européen des droits sociaux* [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/economy-works-people/jobs-growth-and-investment/european-pillar-social-rights/european-pillar-social-rights-20-principles\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/economy-works-people/jobs-growth-and-investment/european-pillar-social-rights/european-pillar-social-rights-20-principles_fr)

<sup>26</sup> Commission européenne (2021) *Lancement de la plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme* [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP\\_21\\_3044](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_3044)

Cette plateforme dispose de financements de l'UE pour lutter contre le sans-abrisme par le biais des entités suivantes :

1. **Le Fonds social européen + (FSE+)**<sup>27</sup> : Le FSE+ est le principal instrument de l'UE pour investir dans l'emploi, l'éducation et les compétences ainsi que l'inclusion sociale. La Stratégie LGBTIQ de l'UE indique que la Commission encouragera le recours aux fonds du FSE+ pour les projets favorisant l'accès au marché du travail et améliorant la situation socio-économique des personnes LGBTIQ en général, et des personnes trans en particulier<sup>28</sup>.
2. **Le Fonds européen de développement régional (FEDER)**<sup>29</sup> : Dispose de fonds pour des projets de logements sociaux et à bas prix.
3. **Le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD)**<sup>30</sup> : Pourvoit aux besoins les plus essentiels et favorise l'inclusion sociale ; 7 % de ses bénéficiaires en 2018 étaient des personnes sans-abri<sup>31</sup>. Le Fonds a initialement été adopté pour la période de 2014 à 2020 avant d'être prolongé jusqu'à 2022 afin de soutenir les personnes les plus touchées par la crise du COVID-19. Il doit fusionner avec le FSE+ à l'avenir.

## La Stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ de l'UE

La Stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ de l'UE est le premier document établi par la Commission européenne reconnaissant le taux élevé de sans-abrisme parmi les personnes trans, comparé aux personnes LGB, et le risque spécifique de pauvreté et de sans-abrisme auquel elles sont exposées en raison de leur importante participation à l'économie informelle<sup>32</sup>. La Stratégie indique que la mise en œuvre intégrale et correcte de la directive relative aux droits des victimes permettra de veiller à ce que les services d'aide aux victimes, notamment les

---

<sup>27</sup> Commission européenne (2021) *Fonds social européen +* <https://ec.europa.eu/european-social-fund-plus/fr>

<sup>28</sup> Commission européenne (2020) *Union de l'égalité : Stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ pour la période 2020-2025* <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0698&from=EN>

<sup>29</sup> Fonds européen de développement régional [https://ec.europa.eu/regional\\_policy/en/funding/erdf/](https://ec.europa.eu/regional_policy/en/funding/erdf/)

<sup>30</sup> Fonds européen d'aide aux plus démunis <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1089&langId=fr>

<sup>31</sup> FEAD (2020) Key facts and figures factsheet <https://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=22709&langId=en>

<sup>32</sup> Commission européenne (2020) *Union de l'égalité : Stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ pour la période 2020-2025* p. 5.

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0698&from=EN>

hébergements d'urgence, soient disponibles et accessibles aux personnes trans<sup>33</sup>. Cela aurait un impact positif direct sur les personnes trans sans-abri ou risquant de le devenir.

En plus du financement par le biais du FSE+ mentionné ci-dessus pour améliorer la situation socio-économique des personnes trans, la Stratégie indique également que des travaux menés par la Commission concernant les obstacles à la protection sociale et à l'emploi des personnes trans seront pris en compte dans les orientations adressées aux États membres et aux entreprises pour renforcer l'accès des personnes trans au marché du travail<sup>34</sup>. Bien que ces orientations ne soient pas contraignantes sur le plan légal, elles constituent une aide significative pour sensibiliser l'opinion publique et promouvoir les bonnes pratiques.

## La Charte sociale européenne (CdE)<sup>35</sup>

La Charte sociale européenne, un traité de droits humains du Conseil de l'Europe, garantit depuis 1961 un ensemble de droits sociaux dans les domaines de l'emploi, de la sécurité au travail, de la santé, de la protection sociale, des services sociaux, du logement et de l'éducation. Elle renforce la protection des populations vulnérables.

C'est le seul instrument européen légalement contraignant qui comporte un droit explicite au logement : l'article 31 stipule ainsi « Toute personne a droit au logement »<sup>36</sup>. Pour les États membres ayant signé le protocole qui y fait référence<sup>37</sup>, mais qui n'ont pas entrepris d'actions suffisantes en faveur des personnes trans sans-abri, il est possible de faire une réclamation auprès du Comité européen des Droits sociaux pour non-respect de ce droit<sup>38</sup>.

---

<sup>33</sup> Ibid. p. 15

<sup>34</sup> Ibid. p. 8

<sup>35</sup> Conseil de l'Europe (2021) *Le système de traités de la Charte* <https://www.coe.int/fr/web/european-social-charter/overview>

<sup>36</sup> Conseil de l'Europe (1996) *Texte de la Charte sociale européenne* <https://rm.coe.int/168007cf94>

<sup>37</sup> Conseil de l'Europe (1998) *Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives (STE n° 158)* <https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list?module=treaty-detail&treaty-num=158>

<sup>38</sup> Conseil de l'Europe (2021) *Réclamations collectives* <https://www.coe.int/fr/web/european-social-charter/collective-complaints-procedure>



## La Plateforme européenne de cohésion sociale (PECS)<sup>39</sup>

La PECS est un comité conçu pour promouvoir « la jouissance égale et effective des droits sociaux ». Son travail renforce la protection des droits fondamentaux, dont fait partie l'accès à des conditions de logement satisfaisantes, pour assurer la pleine participation à la société et donc le bien-être de tous les membres de la société<sup>40</sup>.

---

<sup>39</sup> Conseil de l'Europe (2021) *Plateforme européenne de cohésion sociale* <https://www.coe.int/fr/web/european-social-charter/european-social-cohesion-platform-about>

<sup>40</sup> Conseil de l'Europe (2017) *Plateforme européenne de cohésion sociale* <https://rm.coe.int/pecs-integration-de-la-cohesion-sociale/16807809f2>

## Quelles sont les organisations communautaires engagées auprès des personnes trans sans-abri et quelle est leur action ?

En raison du faible engagement des responsables politiques et des services d'aide aux personnes sans-abri conventionnels, c'est la communauté qui a mis en place des solutions pourvoyant directement aux besoins des personnes trans pauvres et sans-abri. Cette situation avait déjà cours auparavant, mais la pandémie de COVID l'a exacerbée. Les personnes migrantes sans papiers et celles qui travaillent dans l'économie informelle, notamment le travail du sexe, ont non seulement été privées de revenus, mais elles étaient aussi inéligibles aux aides sociales ; nombre d'entre elles se sont donc retrouvées sans-abri. Dans toute l'Europe, des organisations trans locales et des centres communautaires sont donc intervenus pour apporter aux personnes trans en difficulté le soutien dont elles avaient besoin.

Dans la section suivante, nous présenterons les principaux organismes communautaires et leurs stratégies d'intervention actuelles. Il ne s'agit en aucun cas d'une vision exhaustive et TGEU est à la recherche d'informations sur d'autres initiatives soutenant les personnes trans pauvres et sans-abri, en particulier les communautés trans vulnérables et marginalisées.

**Trans United Europe**<sup>41</sup> est un réseau d'activistes et d'ONG trans dirigé par des personnes travailleuses du sexe qui défend les personnes trans non-blanches, migrantes et réfugiées. TUE fournit un soutien en matière de santé et de logement d'urgence, ainsi que des conseils juridiques. En mai et juin 2021, TUE a tenu deux conférences consacrées aux personnes trans non-blanches issues de l'immigration ou du travail du sexe, qui traitaient en particulier du logement, de la sécurité au quotidien et de l'accès à l'emploi<sup>42</sup>.

Les membres de TUE gèrent des centres d'accueil trans dans plusieurs villes d'Europe, notamment à Amsterdam (Trans United Netherlands) et à Paris (Acceptess-T). Ces centres d'accueil voient passer de nombreuses personnes migrantes et réfugiées qui, faute d'une adresse fixe, ne peuvent accéder aux dispensaires et hôpitaux, ce qui montre bien le manque qu'ils viennent combler. Les membres de TUE ont également

---

<sup>41</sup> <http://transunitedeurope.eu/>

<sup>42</sup> [http://transunitedeurope.eu/?page\\_id=199](http://transunitedeurope.eu/?page_id=199)

organisé des distributions alimentaires et de fournitures médicales directement dans les appartements habités par des personnes migrantes sans papiers pendant les confinements, car celles-ci ne pouvaient pas en sortir et courir le risque d'être contrôlées par la police sans papiers d'identité<sup>43</sup>.

Il existe en Europe de nombreuses organisations remarquables qui travaillent d'arrache-pied pour soutenir les personnes trans de tous âges actuellement sans-abri ou ayant des problèmes de logement. Voici quelques exemples d'organisations communautaires et de leur travail :

- **Acathi**<sup>44</sup> est une association LGBTIQ basée à Barcelone (Espagne) qui gère de nombreux programmes, notamment des refuges et hébergements d'urgence, ainsi que des programmes d'aide à l'emploi pour les femmes trans.
- **Acceptess-T**<sup>45</sup> est une association trans française qui propose de l'accompagnement à la santé, notamment face au VIH, du soutien social et de l'aide aux personnes trans migrantes et réfugiées. En tant que membre de TUE, Acceptess-T gère un centre d'accueil trans à Paris qui permet aux personnes trans sans papiers et sans assurance maladie d'avoir accès aux hormones, aux traitements contre le VIH, aux dépistages des IST et du VIH, à des bilans médicaux et à des soins d'urgence. Au cours des consultations, les personnes sont souvent également amenées à échanger avec le personnel médical et leurs pairs sur les viols, les violences, la pauvreté et le sans-abrisme qu'elles peuvent avoir vécus<sup>46</sup>.
- **Ljubljana Pride**<sup>47</sup> est une organisation slovène qui met en contact les jeunes LGBTIQ susceptibles de se retrouver sans-abri avec des familles d'accueil bienveillantes. Elle forme également d'autres organisations à mieux inclure les personnes LGBTIQ.

---

<sup>43</sup> Dodo Karsay (2021) *Trans Poverty Report*. TGEU

<sup>44</sup> <https://www.acathi.org/en/>

<sup>45</sup> <https://www.acceptess-t.com/>

<sup>46</sup> Entretien avec Dinah de Riquet-Bons de Trans United Europe. EPATH Conference, 12 août 2021, *Round table 6: On the rough – taking on trans homelessness in Europe*

<sup>47</sup> <https://ljubljanapride.org/en/>

- **QueerUp**<sup>48</sup> est une association LGBT basée à Zagreb (Croatie) qui s'occupe notamment des questions de logement.
- Le programme **RainboWelcome**<sup>49</sup> met en relation les organisations et refuges sensibilisés à l'accueil des personnes LGBTIQ de toute l'UE avec des personnes réfugiées demandeuses d'asile en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Le programme compte parmi ses partenaires Acathi à Barcelone et Le Refuge, qui opère dans toute la France et à Bruxelles.
- **Streha**<sup>50</sup> est un service communautaire pour les jeunes LGBTIQ en Albanie. L'organisation fournit entre autres services un logement et un soutien psychosocial aux personnes LGBTIQ sans-abri et victimes de violences familiales.
- **Trans United Nederland**, également membre de TUE, gère un centre d'accueil à Amsterdam pour les personnes trans non-blanches et les personnes trans travailleuses du sexe. Ce centre est resté ouvert pendant les confinements pour fournir des doses de vaccin aux personnes trans qui n'avaient pas reçu ou pas pu recevoir d'invitation à se faire vacciner.

La **FEANTSA**<sup>51</sup> est un réseau d'organisations adhérentes en Europe, consacré à la recherche et au plaidoyer, qui défend le droit au logement et conçoit des stratégies de prévention et de soutien.

- La FEANTSA mène des études sur le sans-abrisme en Europe et facilite l'échange d'informations et la sensibilisation. Ses enquêtes sur le sans-abrisme chez les jeunes LGBTIQ apportent des renseignements essentiels sur l'expérience des organisations trans et LGBTIQ travaillant avec les personnes sans-abri, domaine dans lequel les données sont rares.
- La FEANTSA soutient le **modèle du logement d'abord**<sup>52</sup>, une approche fondée sur les droits pour sortir les personnes de la rue qui consiste à leur fournir d'abord un logement permanent et à leur apporter ensuite un soutien suivi pour accéder à l'éducation et à l'emploi. La Finlande, seul pays d'Europe où le

---

<sup>48</sup> <https://www.facebook.com/QueerUp-101286124588884/>

<sup>49</sup> <https://rainbowelcome.eu/>

<sup>50</sup> <https://strehacenter.org/>

<sup>51</sup> <https://www.feantsa.org/fr>

<sup>52</sup> <https://housingfirsteurope.eu/>

nombre de personnes sans-abri diminue, attribue cette réussite au recours généralisé au modèle du logement d'abord<sup>53</sup>.

Outre les organismes mentionnés ci-dessus, depuis le début de la crise du COVID, de très nombreuses autres organisations trans ou de droits humains ont entrepris de fournir des hébergements d'urgence aux membres de la communauté ayant perdu leur logement à cause de la perte de revenus ou pour fuir des violences familiales<sup>54</sup>. Certaines autorités nationales et locales également ont trouvé des solutions de logement pour les personnes trans pendant la pandémie. En Italie par exemple, des municipalités ont fourni un hébergement aux personnes LGBTI dans le besoin et certains refuges pour les victimes de violences familiales ont été ouverts aux personnes LGBTI<sup>55</sup>. Mais de manière générale, les autorités publiques de l'UE, dans leur réponse à la pandémie, ne se sont que très rarement préoccupées de préserver les revenus des communautés trans et de leur proposer des solutions de logement.

---

<sup>53</sup> <https://housingfirsteurope.eu/countries/finland/>

<sup>54</sup> Boglarka Fedorko, Anwar Ogrm et Sanjar Kurmanov (2021) *Impact assessment: COVID-19 and trans people in Europe and Central Asia*. TGEU. p. 18 <https://tgeu.org/wp-content/uploads/2021/01/impact-assessment-covid19-and-trans-people-in-europe-and-central-asia.pdf>

<sup>55</sup> ILGA Europe (2020) *COVID-19 impacts on LGBTI communities in Europe and Central Asia: A rapid assessment report* p. 14 <https://www.ilga-europe.org/sites/default/files/covid19-lgbti-assessment-2020.pdf>

## Comment aider les personnes trans sans-abri ?

À partir des données sur l'expérience des personnes trans sans-abri présentées dans la première section et de l'analyse des organisations et initiatives en place qui travaillent à sortir les personnes trans de la rue, la section suivante récapitule les cinq éléments les plus importants pour aider les personnes trans sans-abri ou susceptibles de le devenir.

### 1. Soutenir les initiatives de la communauté trans engagées contre le sans-abrisme

Les services qui opèrent en première ligne, c'est-à-dire les centres d'accueil trans et les organisations trans sur le terrain, doivent recevoir les financements dont ils ont besoin. Ces organisations sont les points de contact privilégiés de la plupart des personnes trans dans le besoin, que cela concerne l'accès aux hormones, le soutien psychologique ou médical, le logement ou tout autre besoin lié à leur bien-être. À l'heure actuelle, les États ne pourvoient pas aux besoins des communautés trans marginalisées, ils doivent donc attribuer des financements aux organisations qui en sont capables et qui le font déjà. Les organisations trans reçoivent en général moins de financements que les organisations LGB et reposent énormément sur le bénévolat. Avec la crise du COVID, beaucoup ont redirigé leurs financements vers l'aide d'urgence<sup>56</sup>. Elles survivent avec très peu de ressources alors qu'elles accomplissent un travail essentiel et sauvent des vies tous les jours.

*« Nous avons constamment besoin de financement pour nos activités de base et nos activités variables. »* Trans Mreža Balkan

Trans United Europe souligne que les personnes trans viennent d'abord aux refuges pour accéder aux hormones et aux autres services d'accompagnement médical et que c'est par le biais de conversations informelles et bienveillantes qu'elles se confient sur leurs difficultés, notamment les problèmes de logement. Malgré cela, son activité et celle des organisations similaires est menacée, *« car des féministes abolitionnistes et radicales anti-trans font pression de tous les côtés pour discréditer [leur] travail et [les] empêcher de recevoir des financements.*<sup>57</sup> »

---

<sup>56</sup> Dodo Karsay (2021) *Trans Poverty Report*. TGEU

<sup>57</sup> Trans United Europe cité dans *ibidem*.

D'autres raisons justifient de soutenir les centres d'accueil tenus par des personnes trans et alliées :

- Les personnes trans en situation de crise évitent d'avoir recours aux refuges par peur de la transphobie et des violences. Le personnel des organisations trans est à même de comprendre et d'accueillir les besoins des bénéficiaires trans, notamment d'utiliser les bons noms et pronoms et d'entendre leurs expériences de violences et leurs traumatismes.
- La stigmatisation de la pauvreté, du travail du sexe ainsi que d'autres expériences de discrimination amène les personnes trans à renoncer à solliciter des soins de santé. La prévention du VIH est plus facile lorsque les médecins disponibles font preuve de bienveillance et adhèrent à un modèle fondé sur le consentement éclairé<sup>58</sup>.
- Un personnel travaillant activement pour le bien de la communauté trans peut en outre demander directement aux personnes bénéficiaires si elles connaissent d'autres personnes dans le besoin. Citons l'exemple d'une organisation trans en Moldavie qui assurait un service d'aide pendant les confinements et demandait aux bénéficiaires de lui indiquer si des personnes de leur connaissance n'ayant pas accès à internet avaient besoin de soutien<sup>59</sup>.
- Les jeunes personnes trans qui se retrouvent sans-abri sur de longues périodes sont particulièrement susceptibles d'être prises dans une spirale qui les maintient dans la rue et contraintes à échanger des relations sexuelles contre un logement, de la nourriture ou de l'argent<sup>60</sup>. Le personnel doit être capable de comprendre ces risques pour prodiguer des conseils sans jugement et suggérer des voies alternatives.

---

<sup>58</sup> Entretien avec Dinah de Riquet-Bons de Trans United Europe. EPATH Conference, 12 août 2021, *Round table 6: On the rough – taking on trans homelessness in Europe*

<sup>59</sup> ILGA Europe (2020) *COVID-19 impacts on LGBTI communities in Europe and Central Asia: A rapid assessment report* p. 8 <https://www.ilga-europe.org/sites/default/files/covid19-lgbti-assessment-2020.pdf>

<sup>60</sup> Housing First Europe (2020) *VOICI le Logement d'abord pour les jeunes* p. 23 [https://housingfirsteurope.eu/assets/files/2020/09/HF4Y-Europe\\_manual-FR\\_Sept\\_2020.pdf](https://housingfirsteurope.eu/assets/files/2020/09/HF4Y-Europe_manual-FR_Sept_2020.pdf)

## 2. Renforcer le soutien des municipalités pour les actions spécifiques aux personnes trans

Les villes et municipalités sont responsables d'éléments essentiels en termes de logement. Les modalités varient d'une ville à l'autre, mais les compétences des municipalités incluent en général les logements sociaux (qu'ils soient gérés en direct ou par l'intermédiaire d'un office municipal), l'attribution des allocations de logement et des primes à la construction, la délivrance d'autorisation pour les projets immobiliers et la gestion des mesures d'aide sociale contre les expulsions<sup>61</sup>.

En plus de ces compétences dans des domaines déterminants de l'offre de logement pour la population, toute solution verra le rôle central des municipalités pour soutenir les personnes trans ayant des problèmes de logement. Il est essentiel de créer des programmes de logement municipaux qui, par exemple, respectent les prénoms et pronoms des personnes trans ; ne mettent pas en danger les personnes migrantes sans papiers ; ne portent pas de jugement sur la situation des personnes travailleuses du sexe ou consommatrices de drogues ; et travaillent activement à inclure les personnes trans dans leurs programmes, notamment les personnes trans migrantes ou en situation de handicap.

Les programmes de logement d'abord par exemple ont particulièrement bien réussi à sortir les personnes de la rue en Europe et ils pourraient être mis en place en partenariat avec des organisations trans, afin que les personnes trans dans le besoin puissent être renvoyées vers des programmes sensibilisés aux questions trans. Bien qu'ils représentent un plus grand investissement de départ, ces programmes ont prouvé qu'ils étaient plus économiques et plus efficaces à long terme<sup>62</sup>.

De manière générale, les services municipaux d'aide aux personnes sans-abri doivent nouer des liens avec les organisations trans. Des enquêtes montrent que beaucoup de services aux personnes sans-abri ont encore du mal à acquérir des connaissances sur les transidentités et les besoins des personnes trans, et manquent de coordination<sup>63</sup>.

---

<sup>61</sup> Eurocities (2020) *European Pillar of Social Rights: Cities delivering social rights* p. 8 <https://eurocities.eu/wp-content/uploads/2020/11/EUROCITIES-report-EPSSR-principle-19-on-housing-and-homelessness.pdf>

<sup>62</sup> FEANTSA Youth, ILGA-Europe & True Colors United en collaboration avec le Centre européen de la jeunesse du Conseil de l'Europe (2019) *Building Bridges: How the LGBTIQ & Homeless Sector Can Work Together*. p. 15

<sup>63</sup> Ibid. p. 26 ; Shelton, J., Stakelum, R., & Dodd, S.J. (2020). *LGBTIQ Youth Homelessness in Europe: Findings from a Survey of FEANTSA Membership Organisations*. FEANTSA, True Colors United, and the Silberman Center for Sexuality and Gender at Hunter College. p. 17.



Les municipalités doivent orienter les efforts des autres services, notamment de santé, en direction des personnes trans marginalisées et vulnérables, en particulier des personnes migrantes, travailleuses du sexe, vivant avec le VIH ou à faibles revenus. Pour ce faire, les municipalités qui n'ont pas les connaissances ou compétences nécessaires pour aider les personnes trans doivent se faire aider. De nombreuses organisations trans s'allient aux municipalités pour prendre en compte les besoins socio-économiques des personnes trans sous l'angle de la réduction des risques plutôt que des questions LGBT uniquement. Trans United Europe note à quel point il est précieux « *d'avoir un partenaire qui croit à [son] travail et qui en reconnaît l'importance pour la communauté*<sup>64</sup>. »

### 3. Garantir l'intégration de l'intersectionnalité des vécus trans par les services d'aide

On constate que le rejet familial et les difficultés au sein de la famille ou du couple sont les principales causes de sans-abrisme chez les jeunes personnes trans et par ailleurs, que les personnes trans sont victimes de violences et de discrimination à des taux extrêmement élevés, ce qui contribue probablement à ce que certaines se retrouvent sans abri ; pour ces deux raisons, il est essentiel que les services d'aide aux personnes trans prennent en compte les traumatismes et oppressions qu'elles traversent dans leur vie. En outre, puisque les discriminations sont la raison pour laquelle de nombreuses personnes trans se retrouvent sans-abri, les solutions de logement doivent permettre de réduire le risque de nouvelles discriminations. La communauté trans doit bénéficier de stratégies ciblées et spécifiques qui reconnaissent et prennent en compte l'intersection des différentes vulnérabilités propres aux personnes trans.

Concrètement, cela veut dire par exemple qu'une personne qui n'aurait pas encore changé son marqueur de genre à l'état civil devrait avoir accès aux espaces genrés qui lui correspondent, ou que les centres d'accueil devraient avoir au moins une place dédiée aux personnes trans où elles puissent être en sécurité. Les centres pourraient proposer des rencontres et un accompagnement facile d'accès pour aider les jeunes personnes trans vivant une situation de crise liée au logement, qui souvent ont déjà subi le rejet familial ou social. Les services d'aide doivent faire preuve d'ouverture d'esprit, accepter la diversité des expériences des bénéficiaires, ne pas porter de

---

<https://www.ilga-europe.org/sites/default/files/Perceptions%20-%20ILGA%20Europe%20Compressed.pdf>

<sup>64</sup> Dodo Karsay (2021) *Trans Poverty Report*. TGEU

jugement sur le travail du sexe ou les antécédents judiciaires des personnes, et ne pas menacer de dénoncer les personnes migrantes sans papiers aux autorités.

#### **4. Améliorer la recherche sur le sans-abrisme et l'accès au logement chez les personnes trans**

Pour rejoindre les conclusions des études de la FEANTSA et d'ILGA Europe entre autres, il est essentiel que des recherches de qualité soient consacrées aux besoins des personnes trans en ce qui concerne l'accès au logement, la pauvreté, la santé et les violences. Elles permettraient d'améliorer notre connaissance de la situation et des besoins des personnes trans et de mieux informer les décisions politiques<sup>65</sup>. La recherche fait particulièrement défaut dans les domaines tels que l'intersection de la race, du revenu et de la migration et la manière dont ces facteurs influent sur l'accès au logement.

#### **5. Faciliter la reconnaissance légale du genre**

L'accès à des procédures de reconnaissance légale du genre transparentes, faciles d'accès et fondées sur l'autodétermination est une condition fondamentale pour que les personnes trans jouissent de leurs droits humains, dont fait partie le droit au logement. Pour de nombreuses personnes trans, il est indispensable de disposer de papiers d'identité complets pour avoir accès à l'emploi, à l'éducation et au logement de manière pérenne. L'accès à la reconnaissance légale du genre est donc un élément clé pour enrayer la spirale d'exclusion sociale et économique dont sont victimes les personnes trans<sup>66</sup>.

---

<sup>65</sup> ILGA Europe (2021) Survey finds that LGBTIQ organisations and homeless services across Europe are dealing with large numbers of LGBTIQ youth homelessness <https://www.ilga-europe.org/resources/news/latest-news/survey-finds-lgbtqi-organisations-and-homeless-services-across-europe-are>

<sup>66</sup> Dodo Karsay (2021) *Trans Poverty Report*. TGEU p. 10

## Recommandations politiques pour lutter contre le sans-abrisme chez les personnes trans

Le logement est un besoin humain fondamental et constitue un prérequis à l'exercice de nombreux autres droits tels que l'accès à l'emploi et la participation à la société, pourtant de nombreuses personnes trans n'y ont pas accès au cours de leur existence. Cette note de synthèse a identifié clairement les besoins des personnes trans risquant de se retrouver sans-abri et les manques dans les politiques actuelles de lutte contre le sans-abrisme et la privation de logement chez les personnes trans. Nous adressons à présent aux responsables politiques des appels à action concrets pour contribuer à combler ces manques.

### Nous appelons l'UE à :

- Conditionner l'attribution de financements publics, notamment du FSE+, du FEDER et du FEAD, aux services d'aide au logement et de lutte contre la pauvreté, à l'inclusion des personnes trans, et réserver des financements ciblés spécifiquement à l'aide aux personnes trans, et en particulier aux femmes trans et aux personnes trans non-blanches.
- Promouvoir des projets favorisant l'emploi et l'intégration sociale des personnes les plus vulnérables au sein de la communauté trans, telles que les jeunes, les femmes et les personnes transféminines, les personnes non-blanches, en situation de handicap, âgées, non-binaires, migrantes, demandeuses d'asile, réfugiées, vivant avec le VIH, travailleuses du sexe ou en situation de pauvreté.
- Soutenir la recherche sur le sans-abrisme chez les personnes trans avec le soutien actif de la communauté et en partenariat avec les organismes locaux ayant accès aux données sur les populations sans-abri ou risquant de le devenir.
- Lutter directement contre les rhétoriques et législations transphobes émanant des gouvernements et médias nationaux des États membres. Ces ripostes réactionnaires menacent la sécurité des personnes trans et la capacité d'action des organisations trans en faveur de leur communauté. Les actes allant à l'encontre des valeurs de l'UE telles qu'énoncées dans la

charte des droits fondamentaux de l'UE doivent avoir des conséquences juridiques.

### **Nous appelons les gouvernements nationaux à :**

- Intervenir pour mettre fin à la spéculation dans le secteur du logement et faire en sorte que les politiques de logement ne bénéficient pas seulement aux riches investisseurs, mais aussi aux personnes susceptibles de se retrouver sans-abri et d'être exclues du logement, notamment les personnes trans, les personnes migrantes sans papiers et les personnes travailleuses du sexe.
- S'assurer que les mécanismes de réponse à la crise du COVID profitent de la période de relance post-COVID pour transformer les politiques de lutte contre le sans-abrisme en y intégrant le soutien aux personnes trans sans-abri ou risquant de le devenir. On ne doit plus accepter que des logements restent vacants alors que des personnes vivent dans la rue.
- Financer les organisations trans qui aident les personnes trans à trouver un logement et un emploi, en particulier celles qui ciblent les groupes les plus marginalisés au sein de la communauté trans.
- Faire en sorte que les services sociaux et d'emploi soient également accessibles aux personnes trans travaillant dans l'économie informelle, y compris à celles qui déménagent dans une autre région.
- Mettre en place une procédure de reconnaissance légale du genre rapide, transparente, accessible et fondée sur l'autodétermination.
- Assurer un rôle de coordination et de collaboration entre les autorités locales, les municipalités et les organisations trans locales pour fournir des services d'aide aux personnes trans.

### **Nous appelons les municipalités à :**

- Collaborer avec les organisations trans qui assurent déjà des services d'aide aux personnes trans pauvres et sans-abri et leur accorder des financements. Aller à leur rencontre pour connaître les besoins locaux et forger des alliances.

- Lutter contre la hausse des prix des loyers. Les villes doivent faire en sorte que la population ait accès à des logements durables et abordables.
- Augmenter l'offre de logements sociaux et abordables et en réserver une part à destination des populations trans les plus vulnérables actuellement sans-abri ou risquant de le devenir.
- Mettre en place des programmes basés sur le logement ou de logement d'abord ciblant activement les populations trans les plus vulnérables et allant directement à la rencontre des personnes trans ayant besoin d'un logement dans les centres d'accueil. La crise du COVID a montré qu'il était possible de trouver des logements pour les personnes vulnérables et dans la rue.
- Mettre fin aux expulsions de personnes trans touchées par la pandémie de COVID.
- S'assurer que les refuges et hébergements d'urgence municipaux sont des endroits sûrs pour les personnes trans sans-abri ou en situation de crise liée au logement et que leur dignité y est respectée et protégée. Concrètement, cela signifie :
  - héberger les personnes trans selon l'identité de genre dans laquelle elles se définissent ;
  - disposer de places séparées réservées aux personnes trans ;
  - s'assurer que les formulaires et procédures d'entrée sont adaptés aux personnes trans et que l'enregistrement des bénéficiaires peut être réalisé même si leurs nom et marqueur de genre officiels ne correspondent pas à leur vécu ; et
  - établir des dispositions claires sur la manière de gérer les incidents à caractère transphobe ou raciste provoqués par le personnel ou les autres bénéficiaires.
- Mettre fin à la criminalisation des personnes sans-abri, notamment à l'interdiction de la mendicité et au mobilier urbain anti-sans-abri.

## Conclusion

Le sans-abrisme est un enjeu majeur au sein de la communauté trans, dépendant de nombreux facteurs croisés de discriminations, violences et mauvais traitements. Les groupes marginalisés tels que les personnes trans non-blanches, en situation de handicap, issues de l'immigration ou travailleuses du sexe, sont encore plus à risque que les autres. Malgré sa prévalence, le sans-abrisme chez les personnes trans est encore mal compris et mal pris en charge par les autorités nationales, régionales et locales. Les organisations communautaires gérées par des personnes trans accomplissent un travail remarquable pour combler ce manque, mais elles ont besoin de plus de soutien pour continuer leur action.

Cette note de synthèse vise à remédier au déficit d'information autour des expériences des personnes trans sans-abri et à définir des recommandations claires en matière d'action politique.

Si vous avez des questions concernant ce rapport ou si vous souhaitez informer TGEU concernant des initiatives de soutien aux personnes trans sans-abri, écrivez-nous à l'adresse suivante : [tgeu@tgeu.org](mailto:tgeu@tgeu.org).